

La crise de Suez et le Luxembourg : politique et presse

Philippe Lemaire

La crise de Suez en 1956 est un des épisodes majeurs de la guerre froide et de la décolonisation. Le conflit montre aussi aux puissances européennes qu'elles jouent de plus en plus un rôle de second rang dans un monde dominé par les deux grands de la guerre froide : les États-Unis et l'URSS. Pour contrecarrer cette évolution, elles décident de coopérer plus étroitement et ce n'est pas un simple hasard si les traités de Rome instituant la Communauté économique européenne et Euratom sont signés en mars 1957, donc quelques mois seulement après la phase chaude de la crise de Suez¹.

Le Luxembourg a également été touché par les événements en Égypte. Dans cet article, nous allons présenter quelques aspects jugés particulièrement significatifs de la politique et de la presse luxembourgeoises entre le 26 juillet et le 13 décembre 1956.

Les débuts de la crise de Suez (26 juillet-29 octobre 1956)

La crise de Suez débute le 26 juillet 1956 par la nationalisation de la Compagnie de Suez par le président égyptien Nasser. Avant cette date, la Compagnie était une entreprise internationale qui gérât le canal de Suez et dont les actionnaires étaient avant tout de nationalité française et anglaise. La France et la Grande-Bretagne se sentent lésées par cette décision et jugent que ce canal, une voie vitale pour l'importation de biens et de pétrole en Europe, est menacé par un dictateur égyptien. Ces deux puissances veulent dès lors contrecarrer Nasser par tous les moyens. Cependant, elles se heurtent à l'opposition des États-Unis qui jugent la nationalisation d'une manière plus modérée².

Le télégramme du 6 septembre du baron Poswick, ambassadeur de Belgique au Luxembourg, est probablement la meilleure source pour comprendre la perception de la crise par Joseph Bech, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères en 1956. Selon Poswick, Bech pense qu'il est « regrettable que les Franco-britanniques n'aient pas occupé le canal dès l'annonce de sa nationalisation, car il n'existait pas le moindre risque que les Russes interviennent. Encore aujourd'hui, les Occidentaux doivent employer la manière forte si c'est nécessaire, et le danger d'une intervention russe reste négligeable, car l'opinion publique soviétique, qui a imposé la politique post-stalinienne, n'accepterait certes pas la guerre aussi longtemps que la Russie ne serait pas envahie. Il déplore la faiblesse et l'aveuglement de la politique américaine, aujourd'hui même, il a l'intention de le dire à l'Ambassadeur des États-Unis³ ».

Bech est convaincu que l'Union soviétique n'interviendra pas en cas d'attaque militaire de l'Égypte. Il est, tout comme les dirigeants français et anglais, un partisan d'une politique dure à l'égard de Nasser et critique beaucoup la politique des États-Unis. Il ne se rend pourtant pas compte que la nationalisation de Nasser n'est pas un acte illégal, vu que les actionnaires de la Compagnie de Suez ont été remboursés par l'Égypte.

En outre, le passage des bateaux occidentaux par le canal de Suez n'a jamais été entravé, ce qui fait qu'une attaque de l'Égypte ne se justifie pas d'un point de

La principale directive de Joseph Bech aux diplomates luxembourgeois représentant le Luxembourg à l'ONU est : « Votez avec vos amis ».

Philippe Lemaire (*1984) est historien. Il a obtenu en 2008 le diplôme de bachelier en histoire à l'Université de Liège et en 2010 le titre de master en histoire à l'Université catholique de Louvain.

vue juridique⁴. Eisenhower, le président américain, se rend bien compte de ceci et ce n'est donc pas par « faiblesse » et « aveuglement » qu'il réagit d'une façon plus modérée que la France et l'Angleterre.

Les quotidiens luxembourgeois *Luxemburger Wort* et *Tageblatt* critiquent eux aussi la politique des États-Unis, qu'ils qualifient souvent comme « hésitante » et « molle ». Ils s'expliquent le manque d'engagement et la passivité de leur part essentiellement par la campagne électorale qui est en train de se dérouler aux États-Unis. En outre, les États-Unis dépendent, selon les journalistes, moins du canal de Suez que l'Europe, la nationalisation de la Compagnie les intéresse donc peu⁵.

Les journalistes luxembourgeois sont surtout obsédés par le fait que Nasser est un dictateur. Ainsi, ils le qualifient en tant que « dictateur du Nil⁶ » qui devrait être stoppé à tout prix et le comparent même à Hitler⁷. Ceci résulte essentiellement de ce que l'on appelle le « complexe de Munich ». En effet, les accords de Munich en 1938 permirent à Hitler d'annexer le pays des Sudètes. La France, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne nazie furent représentées à cette conférence et personne ne s'opposait aux plans d'Hitler. Ainsi, la conférence de Munich a été considérée par la suite comme une occasion ratée de stopper Hitler et d'empêcher une guerre de grande envergure⁸. Pourtant, les idées politiques et les buts de Nasser et d'Hitler sont fort différents, les journalistes comparent donc à tort ces deux personnages.

Les deux journaux luxembourgeois se méfient aussi du rôle de l'URSS et se posent la question si Khrouchtchev n'est pas à l'origine des tensions en Égypte ou si Nasser n'est pas une marionnette de Moscou. Cependant, la politique de Nasser est entièrement centrée sur l'indépendance et le développement de l'Égypte, même si l'Union soviétique soutient Nasser moralement et politiquement⁹. Rappelons que l'URSS aime se présenter durant la guerre froide comme le défenseur des pays du tiers monde pour étendre au maximum son influence et les intégrer, dans la mesure du possible, au camp communiste.

Les États-Unis poursuivent la même politique et s'efforcent de rallier les pays émergents, entre autres par des putschs militaires et des livraisons d'armes à divers groupes, au camp occidental¹⁰. Cette politique a d'ailleurs des répercussions jusqu'à nos jours : l'attitude anti-occidentale de l'Iran s'explique en grande partie par ce genre de stratégies durant la guerre froide et les interventions des États-Unis en Iran de 1953 à 1988.



Gamal Abdel Nasser dans les rues du Caire après avoir annoncé la nationalisation du canal de Suez. La presse luxembourgeoise n'hésite pas à comparer le président égyptien à Hitler. (Source : Hulton-Deutsch Collection)

Le conflit armé et le retrait forcé (29 octobre-13 décembre 1956)

Le 29 octobre 1956, les forces israéliennes attaquent le Sinaï (territoire égyptien). Deux jours plus tard, les forces franco-britanniques entrent elles aussi en Égypte sous prétexte de séparer les deux belligérants¹¹. Pourtant, Israël, la France et la Grande-Bretagne avaient élaboré au préalable une stratégie pour ourdir la chute de Nasser ; il s'agissait donc d'une manœuvre coordonnée.

Les diplomates luxembourgeois jouent plutôt le rôle de spectateur durant la phase chaude du conflit. Ils n'évoquent et ne défendent presque jamais la position luxembourgeoise auprès des diplomates français, anglais, américains et belges. La même chose est vraie pour les réunions de l'OTAN, du Benelux et de l'Union de l'Europe occidentale traitant la crise de Suez¹².

Le Grand-Duché intervient pourtant à l'Assemblée générale des Nations unies, plus précisément à la première session extraordinaire d'urgence (31 octobre-10 novembre 1956) et à la XI^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies (12 novembre-13 décembre 1956).

Il faut savoir que la principale directive de Joseph Bech aux diplomates luxembourgeois représentant le Luxembourg à l'ONU est : « Votez avec vos amis ». Les amis du Luxembourg sont la Belgique et les Pays-Bas. Depuis la création de la Communauté économique du charbon et de l'acier en 1952 et de la Communauté économique européenne en 1957, ce cercle s'est élargi aux partenaires des Six¹³. La



Joseph Bech, Premier ministre, en queue de pie.
(Source : www.cerclejosephbech.lu)

politique internationale coordonnée avec les partenaires du Grand-Duché s'explique avant tout par sa petite taille et sa dépendance économique (exportation d'acier, importation de coke) et militaire (protection à l'égard de l'URSS et de l'Allemagne) de l'étranger. Cette fois-ci, Bech écrit le 1^{er} novembre à la délégation luxembourgeoise le télégramme suivant, qui va dans la même direction que la directive susmentionnée : « Vous demande d'assister et agir en contact étroit et en conformité avec délégation belge.¹⁴ »

Effectivement, la représentation luxembourgeoise à l'ONU vote lors des deux sessions toujours de la même manière que la Belgique et les Pays-Bas. Cependant, le Luxembourg s'abstient le 26 novembre, alors que la Belgique et les Pays-Bas votent en faveur de la résolution¹⁵. Ce dernier traite des dispositions administratives et financières relatives à la Force d'urgence des Nations unies qui est destinée à protéger la frontière entre l'Égypte et Israël. D'après le rapport de la délégation luxembourgeoise, les représentants s'abstiennent « pour ne pas engager le Gouvernement dans une question pouvant avoir des implications financières considérables¹⁶ ».

D'après le même rapport, le Grand-Duché « a voté pour les résolutions tenant à la création et l'organisation de la Force de Police des Nations Unies [...] Elle s'est, par contre, abstenue sur d'autres résolutions qui en se bornant à exiger le retrait pur et simple des troupes françaises, britanniques et israéliennes ne contenaient par ailleurs aucun élément en vue d'une solution constructive¹⁷ ».

Le *Luxemburger Wort* et le *Tageblatt* louent en gros l'intervention franco-britannique pour séparer les deux belligérants. Leur perception des acteurs de la crise de Suez n'évolue que très peu suite à l'invasion des troupes franco-britanniques et de leur retrait forcé le 7 novembre 1956 dû à l'opposition farouche

des États-Unis et de l'Union soviétique. Ainsi, le principal reproche que le *Tageblatt* adresse aux dirigeants franco-britanniques est qu'ils n'ont pas réussi à faire tomber Nasser. Le *Luxemburger Wort* déclare dans l'éditorial du 10 novembre que l'ONU n'avait pas fonctionné de manière efficace et n'aurait pas réussi à modérer Nasser et qu'un tel drame (l'invasion) avait donc été inévitable¹⁸.

Nous pouvons conclure en disant que la perception de la crise de Suez par Bech ressemble fort à celle des dirigeants franco-britanniques. En même temps, il reste fidèle à son principe de coopération avec les « amis » du Luxembourg et demande aux représentants luxembourgeois à l'ONU d'aligner leurs positions sur celles de la Belgique. La presse juge la nationalisation d'une manière extrêmement radicale sans comprendre la véritable signification du conflit. ♦

1 Dietl Ralph, « Suez 1956: A European Intervention? », dans *Journal of Contemporary History*, vol. 43, n° 2 (2008), p. 259-278.

2 Lemaire Philippe, *Le Luxembourg face à la crise de Suez en 1956, Relations internationales, aspects économiques, opinion publique*, mémoire de fin d'études inédit, UCL, 2010, p. 16-32.

3 Archives du ministère des Affaires étrangères de Belgique, dossier 12791, Luxembourg, dossier général 1956, Baron Poswick à Paul-Henri Spaak, 6 septembre 1956.

4 Lemaire Philippe, *Le Luxembourg...* op. cit., p. 28-29.

5 Idem, p. 79-90.

6 « Was lange währt.. », dans *Tageblatt, Journal d'Esch*, 1^{er} septembre 1956.

7 « Ein Staudamm erfordert », dans *Tageblatt, Journal d'Esch*, 4 août 1956, p. 1.

8 Lemaire Philippe, *Le Luxembourg...* op. cit., p. 87.

9 Idem, p. 79-111.

10 De Moares Ruehsen Moyara, « 'Ajax' Revisited: Iran, 1953 », dans *Middle Eastern Studies*, vol. 29, n° 3 (1993), p. 467-486.

11 Kyle Keith, *Suez, Britain's End of Empire in the Middle East*, Londres, I. B. Tauris & Co, 2003, p. 347-380.

12 Lemaire Philippe, *Le Luxembourg...* op. cit., p. 117, 133-149.

13 Comité national pour la coopération avec les Nations unies (éd.), *Le Luxembourg et l'ONU (1945-1995)*, Luxembourg, s. n., 1995, p. 51-63.

14 ANL, dossier 11003, Joseph Bech à personne inconnue, Luxembourg, 1^{er} novembre 1956.

15 United Nations, *Yearbook of the United Nations...* op. cit., p. 39-42. ANL, dossier AE12274, Rapport de la Délégation luxembourgeoise aux 1^{ère} session extraordinaire d'urgence, 2^{ème} session extraordinaire d'urgence, XI^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, ANL s. d., p. 2, 7-8, 28. Idem, p. 7.

16 ANL, dossier AE12274, Rapport de la Délégation luxembourgeoise op. cit., p. 7.

17 ANL, dossier AE12274, Rapport de la Délégation luxembourgeoise aux 1^{ère} session extraordinaire d'urgence, 2^{ème} session extraordinaire d'urgence, XI^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, ANL s. d., p. 2, 7-8, 28.

18 Lemaire Philippe, *Le Luxembourg...* op. cit., p. 91-93, 108

Le principal reproche que le *Tageblatt* adresse aux dirigeants franco-britanniques est qu'ils n'ont pas réussi à faire tomber Nasser.